

SYNTHESE MARS 2019

L'installation du nouveau pouvoir a conduit à une **vague de limogeages sans précédent dans les hauts emplois de l'Etat**. Des décisions qui n'ont pas toujours été assorties de nouvelles nominations. Au sein de certains départements, les postes devenus vacants ont fait l'objet d'appels à candidature qui précisent le profil recherché et les missions qui attendent les futurs responsables.

Les deux finalistes de la présidentielle ne se sont pas encore conformés à l'obligation de soumettre leurs comptes de campagne au contrôle de la commission ad-hoc, alors que la date limite du 8 avril approche. *Midi* rappelle que des montants faramineux ont été cités pour le financement de la campagne des deux principaux protagonistes, sans avoir été démentis. « *En parler maintenant n'est pas incongru, mais dans le monde politique, il y a une sorte de consensus pour ne plus évoquer le problème.* » **En déplacement à Toamasina, Andry Rajoelina a impressionné les foules en confirmant la réalisation rapide de plusieurs volets de son audacieux programme IEM.**



Préparation des législatives du 27 mai - Le cap des dix millions d'électeurs a été (enfin) atteint à l'issue de la révision annuelle de la liste électorale. La CENI a déploré une nouvelle fois le peu d'intérêt des citoyens pour la vérification de cette liste. Un défaut de sensibilisation et une indifférence de la part des candidats, qui ont tardé à déposer leur dossier. **803 candidats ont été retenues, contre 2 053 en 2013.** Les 2/3 sont étiquetés « *indépendants* ». La plateforme TIM-K25 ne présentera des candidats que dans 2/3 des districts. Quant à la plateforme du président sortant, elle est quasiment absente. « *Une situation incompréhensible et inquiétante pour la démocratie* », a commenté la CENI. Le KMF-CNOE voit également d'un mauvais œil l'importance du nombre des candidatures indépendantes et évoque le

risque d'instabilité à l'Assemblée nationale. Une vingtaine d'anciens ministres s'alignent dans la course. La plupart sont d'anciens membres du parti présidentiel HVM qui se présenteront sous l'étiquette « *indépendants* ». Autre information qui interpelle : le nombre important d'artistes parmi les candidats, la plupart sous la bannière du TGV pro-Rajoelina.

L'insécurité dans certains districts prend de l'ampleur au point de menacer le bon déroulement du scrutin, redoute *L'Express*. Le quotidien déplore que « *les candidats misent sur l'alimentaire pour quérir la voix des électeurs. (...) Vary mora, soupe populaire, pâtes alimentaires. Voilà les ingrédients de la campagne électorale en vue des législatives. (...) Tout le monde opte donc pour la formule gagnante lors de la présidentielle.* »

L'arrivée du nouvel ambassadeur américain laisse présager un renforcement des relations entre les deux pays. Aucun malentendu ne vient désormais compromettre la relation avec Andry Rajoelina, désormais démocratiquement investi.

Andry Rajoelina a effectué une **importante visite d'Etat à Maurice**. Pour le chef de l'Etat, la prospère île voisine est « *un modèle de développement* ». Plusieurs accords de coopération ont été signés. Il a été proposé d'accorder aux industriels mauriciens 80 hectares dans le parc industriel en projet à Moramanga.

Madagascar et le Maroc ont signé plusieurs accords de coopération à l'occasion de la 1^e session de la Commission mixte qui s'est tenue à Marrakech. Le renforcement des relations se focalisera désormais sur l'éducation, la santé, la diplomatie, le social, l'urbanisme, la recherche scientifique, la décentralisation et le volet jeunesse et sports. Madagascar ouvrira une ambassade à Rabat.

Le pape François effectuera un voyage apostolique au Mozambique, à Madagascar et à Maurice, du 4 au 10 septembre.

Les attaques de dahalo se multiplient. Vingt dahalo armés ont incendié douze maisons avant de s'emparer d'un troupeau à Fenoarivobe. Des dahalo ont kidnappé quatre mineurs à Maevatanana. L'un d'eux a été torturé à mort, deux autres sont parvenus à s'enfuir. Ils ont réclamé une rançon de 10 millions Ar pour la libération de la 4^e victime, une fillette de 6 ans. Les enlèvements ont été précédés du pillage du village. Enlevé par 40 dahalo armés à Mampikony, un directeur d'école a été libéré suite à une intervention militaire. Un villageois a été abattu. Une bande de 40 dahalo a affronté de nuit des gendarmes et le fokonolona à proximité de Betroka. Deux d'entre eux ont été abattus. Une bande de dix individus armés a frappé à Antanetibe Tsiarafahy. Les assaillants ont attaqué plusieurs commerces et commis deux viols.

Les zébus seront dotés de puces électroniques dès avril. Promis par Andry Rajoelina lors de sa campagne électorale, ce dispositif entre dans le cadre de la lutte contre l'insécurité grandissante liée aux vols de zébus.

L'insécurité qui règne à Tsaratanàna préoccupe le pouvoir. Une importante délégation dirigée par le premier ministre s'est rendue dans la région pour superviser les actions de sécurisation. Autorités locales et responsables étatiques verseraient dans des activités illicites, en connivence avec les dahalo. Un officier de gendarmerie a été placé sous mandat de dépôt pour des faits relatifs à des affaires de kidnapping. L'Etat ne tolérera aucun complice des dahalo au sein de la gendarmerie et de l'armée, a averti le secrétaire d'Etat chargé de la gendarmerie nationale. Un candidat aux législatives appartenant au Mapar d'Andry Rajoelina a été kidnappé par trois hommes armés. Il a été exécuté par

ses ravisseurs avant que la rançon ait été totalement versée. Sept personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête. Parmi elles se trouve un candidat se présentant sous l'étiquette « *indépendant* », présumé commanditaire du kidnapping. Les forces de l'ordre ont affronté une soixantaine d'individus surveillés pour rapt contre rançon dans ce secteur. Cinq des suspects ont été exécutés. Un gendarme stagiaire a été abattu par les dahalo dans le cadre d'une opération destinée à récupérer des zébus volés. Un dahalo a perdu la vie.

400 militaires ont été envoyés dans le Nord-Ouest pour lutter contre l'insécurité et les kidnappings. Le contingent devra également conduire des activités en faveur des populations de ces zones enclavées et délaissées. Quelques jours seulement après leur arrivée, de violents affrontements se sont produits à Ambato Boeny. Six dahalo ont été abattus et une trentaine d'autres capturés. Un militaire a perdu la vie.

Une milice qui lutte contre l'insécurité à Farafangana Nord, composée de 60 à 200 individus, fait régner la terreur et se livre à des exécutions sommaires. La population a lancé un appel de détresse aux autorités.

A Antalaha, le bureau de la Jirama a été incendié par des manifestants qui protestaient contre les délestages. **Un accrochage a fait deux morts.** Selon les uns, ils ont été tués par balle, pour d'autres ils ont trouvé la mort dans des bousculades. La CNIDH a condamné la mort des deux manifestants victimes, selon elle, des tirs des forces de l'ordre.

Soupçonné d'être l'auteur du meurtre d'une jeune fille, **un homme de 24 ans a été tabassé à mort par les villageois à Ikongo.** La foule s'est rassemblée devant le bureau de la police pour réclamer la libération de deux suspects. Les notables sont parvenus à prendre le contrôle de la situation.

Trois sous-officiers et deux femmes ont été placés en détention provisoire à Tsiafahy pour rapt et trafic d'armes. Le responsable supposé de la bande a été abattu par la police suite à un délit de fuite.

21 attaques à main armée visant des taxis-brousse ont été dénombrées en 2018 en dépit des mesures de sécurisation mises en place.

A Sambava, **les planteurs de vanille vivent dans la crainte des incursions de bandes organisées** qui pratiquent des vols de vanille verte. Des autorités locales sont accusées de collusion avec des trafiquants et les acheteurs de produits immatures.

Huit kidnappings ont été enregistrés ces trois derniers mois dans les périphéries de la capitale, une vingtaine à travers le pays ces cinq derniers mois. La gendarmerie indique qu'environ 197 millions Ar ont été réclamés par les kidnappeurs dans les huit cas cités. Huit malfaiteurs ont été interceptés, deux sont tombés sous les balles des forces de l'ordre. Trois sous-officiers accusés de trafics d'armes ont été placés en détention en février.

Le présumé commanditaire d'un kidnapping survenu à Toamasina a été remis en liberté par la chambre d'accusation. Une importante personnalité serait intervenue en faveur du prévenu pour lui permettre de se rendre dans la capitale pour vérifier son dossier de candidature à la législative. Cinq magistrats ont été suspendus.

Démantèlement d'une organisation criminelle se livrant à des enlèvements. Onze individus ont été arrêtés et trois Kalachnikov saisies avec des centaines de cartouches d'arme de guerre. Neuf rapt contre rançon sont inscrits au tableau de chasse des malfaiteurs depuis 2009.

Une opération de sécurisation dénommée « épervier » composée de la gendarmerie, de la police nationale et de militaires a été mise en place à Antananarivo. Toutes les sorties de la ville ont été placées sous surveillance pour prévenir des attaques à main armée et des kidnappings. **Un dispositif de sécurité est en cours d'élaboration à Toamasina** pour lutter contre l'insécurité qui frappe la capitale du Betsimisaraka.

La politisation de l'insécurité évoquée par le général Richard Ravalomanana, secrétaire d'État à la gendarmerie. « *Nous avons des preuves que des individus créent un climat d'insécurité (...) et ces derniers ne sont pas avec le pouvoir actuel* », affirme-t-il.

A St Augustin (district de Toliara II), un violent accrochage s'est produit entre la gendarmerie et une centaine de malfaiteurs lourdement armés venus assaillir un site d'exploitation de concombres de mer. Six morts ont été dénombrés dans les rangs des assaillants.

Sur les 36 personnalités ayant déposé une demande d'amnistie auprès du CFM, quatre ont reçu une réponse favorable. Certains des amnistiés seraient candidats aux législatives.

Haute Cour de Justice (HCJ) : 14 dossiers brûlants en instance depuis sa mise en place en octobre. Les dossiers reçus concerneraient pour la plupart des affaires de corruption, de détournements de deniers publics et de trafics de bois de rose qui impliqueraient de hauts responsables de l'État durant leur mandat. Deux plaintes restantes concerneraient des anciens chefs de l'État.

Pety Rakotoniaina, président du parti Tambahra, ancien député, de nouveau présenté devant la justice. Il est accusé d'entrave à l'ordre public, d'incitation à la haine du gouvernement et de tentative de coup d'Etat. Membre du mouvement politique « *Hetsika ho Fanorenana Ifotony* », il a été arrêté le 16 octobre 2018. Verdict attendu le 2 avril.

Le Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'Etat de droit (HCDD) présente les **alternatives à l'emprisonnement**. En référence aux récentes dénonciations des conditions carcérales par Amnesty international, le Haut conseil explique que les textes existent mais que leur application fait défaut.

A l'occasion de la Journée mondiale du droit des femmes, la CNIDH a réalisé une visite à la maison centrale d'Antanimora afin de constater les conditions de vie des femmes incarcérées. Cet établissement héberge 328 femmes prévenues et seulement 28 femmes condamnées.

Amnesty international a lancé une nouvelle pétition sur les conditions carcérales pour demander au président Rajoelina d'agir pour améliorer la vie des personnes victimes d'un système judiciaire qui porte gravement atteinte aux droits humains.

Vers la réouverture du bagne de Nosy Lava de sinistre mémoire pour les prisonniers considérés comme de grands criminels, à l'image des kidnappeurs. Le ministère de la justice procède à l'examen de ce projet d'établissement de haute sécurité annoncé dans le programme présidentiel.

Le conseil des ministres a décidé la suspension du recrutement d'Employés de courte durée (ECD). Un système très en vogue favorisé par le népotisme, qui permet à des agents de bénéficier de renouvellements indéfinis de leur contrat. L'Inspection générale de l'Etat a reçu mission d'assainir la fonction publique, de mettre fin aux sureffectifs et de débusquer les fonctionnaires fantômes.

Le Samifin enjoint l'Etat à prendre toutes dispositions pour entériner et mettre en application les textes relatifs au recouvrement des avoirs illicites. Il souligne l'urgence de la situation. Madagascar reste encore sous la menace de sanctions internationales. Les agents de ce service ont bénéficié d'une formation d'experts des Nations unies pour la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et son financement, ainsi que la prolifération des armes à feu.

Plusieurs hauts responsables au sein de la Croix Rouge ont été placés sous mandat de dépôt. Ils seraient impliqués dans les détournements de fonds octroyés par la Croix Rouge norvégienne.

Trois gendarmes ont été placés en détention préventive. Basés à Andranomanelatra/Antsirabe, ils sont soupçonnés de corruption passive, d'arrestation illégale et d'abus de fonction.

De nouvelles mesures ont été annoncées afin de lutter contre le harcèlement dont sont victimes les passagers en provenance de l'étranger à l'aéroport d'Ivato. Le ministère de la sécurité publique a démis le commissaire chef de la PAF.

L'ancien premier ministre Olivier Mahafaly dans le collimateur du Bianco pour une nouvelle affaire de détournements de fonds dans des marchés publics. Le dossier pourrait faire l'objet d'une saisine de la HCJ. Cinq maires restent à disposition de la justice et un haut fonctionnaire de la primature et la gérante de l'entreprise bénéficiaire ont été placés sous mandat de dépôt.

Affaire Claudine Razaimamonjy - Deux présumés complices incarcérés. Absents le jour du jugement, un mandat d'arrêt avait été lancé contre les deux fugitifs. Leur cavale a pris fin, ils ont été appréhendés et emprisonnés. Les deux prévenus sont également impliqués dans quatre autres dossiers de corruption et de détournements de fonds publics qui concernent aussi la femme d'affaires ex-conseillère de la présidence.

James Andrianalisoa, DG de l'Aviation civile, a été limogé et frappé d'une interdiction de sortie du territoire. L'ancien conseiller spécial de Hery Rajaonarimampianina, membre du bureau politique du HVM, pourrait avoir des comptes à rendre dans une affaire concernant Henry Rabary-Njaka, l'ancien ministre des mines, qui fait par ailleurs l'objet d'une enquête du Bianco pour la prise de contrôle d'intérêts russes dans la société minière d'Etat Kraoma. **Deux autres anciens ministres, Ulrich Andriantiana et Lantoniaina Rasoloelison,** chargés respectivement des travaux publics et de l'énergie et des hydrocarbures, **ont été convoqués pour enquête par le Bianco.** L'affaire remonterait à fin 2018, à l'époque où le président du HVM, Rivo Rakotovoao, assurait l'intérim à la présidence de la République.

Le ministère de l'enseignement supérieur annonce le renforcement des dispositifs de contrôle des faux diplômes. La vente de faux diplômes prendrait de l'ampleur sur les réseaux sociaux.

Les investigations sur l'incendie des documents du concours d'entrée à l'ENMG mettent en cause la garde des sceaux au moment des faits, Elise Alexandrine Rasolo, et le directeur de l'établissement. Selon *La Gazette*, la ministre pourrait être entendue dans le cadre de l'affaire de l'ex-conseiller de la présidence, le franco-algérien Houcine Arfa, qui l'accuse d'avoir exigé et perçu une forte somme d'argent.

200 militaires recrutés depuis plusieurs mois pour des missions de lutte contre les dahalo dans plusieurs régions ont été révoqués. Il leur est reproché d'avoir produit de fausses attestations à l'appui de leur dossier d'engagement. Ces affaires de faux et usage de faux éclaboussent de hauts responsables au sein de l'armée. « *Tous ceux qui sont concernés de près ou de loin par cette affaire seront entendus* », affirme le ministre de la défense.

20/03 - Loi de finances rectificative : pour la première fois, et dans le but de renforcer la transparence budgétaire, des représentants de la société civile ont été invités à formuler des recommandations et à donner leur point de vue. Les participants demandent le renforcement des investissements sociaux et revendiquent des plateformes d'échanges sur les investissements de l'Etat.

Lutte contre la corruption - Le standard de service bientôt opérationnel dans les administrations. Un comité est créé au sein de la primature pour mettre en œuvre ce projet. L'objectif est de fixer des normes standard d'organisation permettant de limiter l'opportunité de corruption et d'instaurer la culture de transparence.

Le poids de la corruption bloque l'indépendance financière de Madagascar. « 10 % PIB de Madagascar, environ 3 milliards de dollars, sont déviés dans le trafic, la corruption et le transfert de fonds à l'étranger », a déclaré un économiste du Comesa.

Création d'un réseau national de dépénalisation de l'avortement. 35 participants venant des toutes les régions ont pris part à un atelier de mise en place qui s'est conclu par la signature d'une charte. Le ministère de la santé estime à 75 000 le nombre d'avortements pratiqués à Madagascar en 2017. L'ONG Marie Stopes International révèle qu'**un tiers des femmes ont déjà subi un avortement spontané ou provoqué.** Ce problème touche 14,4 % des adolescentes de 15 à 19 ans. Les complications d'avortement non sécurisé constituent la **deuxième cause de décès maternel.** La loi relative à la planification familiale contenant des articles sur l'avortement thérapeutique n'a pas été adoptée par le Sénat. L'interruption volontaire de grossesse, incorporée dans cette loi, est sujette à controverses.

Les violences sexuelles sur mineures sont en hausse dans la capitale depuis 2010. 177 cas de viol sur mineures de 15 à 18 ans ont été répertoriés, 157 sur des mineures de 5 à 14 ans. De nombreux cas ne sont pas signalés auprès des centres de prises en charge, la population étant accoutumée à la survenue de ce type de violence.

Faute d'avoir défini une politique migratoire, **Madagascar risque de subir la politique migratoire des autres pays,** estime le représentant de l'OIM, pour qui la Grande île, qu'elle le veuille ou non, « *fait partie du système monde* ».

Trafic d'êtres humains vers la Chine : une femme malgache se « négocie » 140 millions Ar. Impliqués dans une affaire de trafic d'êtres humains, trois femmes malgaches et deux ressortissants chinois ont été déferés au parquet.

Des femmes malgaches qui travaillent comme domestiques dans les pays arabes ont lancé un appel de détresse à l'Etat. Dans une conversation vidéo via *Facebook*, Andry Rajoelina a déclaré vouloir venir en aide aux employées de maison malgaches en difficulté au Koweït. Une forte délégation a été envoyée dans ce pays pour organiser leur retour. **Les travailleuses en attente de rapatriement sont au nombre de 82.** Elles ont toutes rencontré des problèmes avec leurs employeurs, certaines ont été violées, ont été victimes de maltraitements et de sévices, souffrent de dépression et certaines sont tombées enceintes. L'envoi illicite de travailleurs malgaches à l'étranger est inacceptable et ne devrait pas se reproduire, a indiqué le ministre du travail. **Des accords, en cours de négociation avec le Liban, le Koweït et l'Arabie Saoudite,** doivent faire l'objet d'un examen en conseil des ministres.

Des immigrants climatiques envahissent en masse la région Boeny pour cultiver du maïs et du manioc. Ils mettent en péril ses ressources forestières, y compris celles du parc national d'Ankarafantsika. Des défrichements massifs sont effectués. Des arrestations ont eu lieu.

Entre le 4 octobre 2018 et mi-mars 2019, plus de 100 000 cas de **rougeole** ont été dénombrés, dont 1 141 mortels. Les besoins de financement pour la campagne de vaccination en cours ont été estimés à 11 millions de dollars depuis la déclaration officielle de l'épidémie. L'OMS recherche encore 800 000 dollars. Une convention de coopération entre le ministère de la Santé et l'Unicef a été signée pour la dotation de 500 réfrigérateurs solaires qui assureront le stockage des vaccins au niveau de 500 formations sanitaires.

Depuis le début de la **saison pestiveuse**, au mois d'août, 31 décès ont été enregistrés et 105 cas recensés.

22,5 millions de personnes (92 % de la population) sont susceptibles d'être contaminées par la **bilharziose.**

Baisse du taux d'accouchement dans des centres de santé. Une situation qui compromet des années d'efforts pour réduire la mortalité maternelle et infantile. D'après les résultats de l'enquête de suivi des ODD, ce taux, qui se situait à 38 % en 2012-2013, est tombé à 25 % fin 2018.

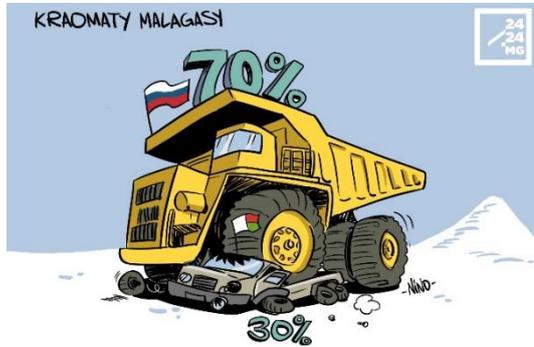
Une réforme du code de la communication médiatisée en gestation. Cette réforme fait partie des priorités de la ministre Lalatiana Rakotondrazafy. Elle annonce son intention de faire appel aux patrons de presse, journalistes, professionnels des médias et acteurs de la communication pour débattre de l'élaboration du projet de loi. Lalatiana Rakotondrazafy, ancienne journaliste, a été membre du « *Mouvement pour la liberté d'expression* » qui a milité contre l'adoption du code de la communication, qualifié de « *liberticide* ».

Jean Eddy Maminirina, trafiquant de bois de rose réputé intouchable, actuellement placé sous mandat de dépôt, a **dénoncé un membre de l'actuel gouvernement.** Interrogé par la Chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose, une mise en liberté provisoire lui a été refusée. La défense affirme que son client est victime d'acharnement,

plusieurs opérateurs ayant bénéficié d'agrément de coupe, de transport et d'exportation de bois de rose durant la Transition.

L'AVG exige des poursuites contre d'anciens parlementaires qui se portent à nouveau candidats. Ils seraient une vingtaine à avoir échappé aux poursuites durant leur mandat. L'ONG estime que le moment est opportun pour procéder à leur interrogatoire puisqu'ils ne sont plus couverts par leur immunité parlementaire.

Filière or - La chasse aux exportateurs illicites est ouverte. L'assainissement et le redressement de la filière passeront par l'application de sanctions fermes à l'encontre des trafiquants ainsi que la révision du cadre législatif régissant ce secteur porteur. L'Etat entend formaliser le secteur et éradiquer les trafics.



Affaire Kraoma - Le partenariat avec les Russes est confirmé. Après des mois de tergiversations, suite au refus des salariés de céder la société malgache à des étrangers, et aux hésitations du nouveau pouvoir à poursuivre dans la voie tracée par le président sortant, Kraoma Mining, la co-entreprise entre Kraomita Malagasy S.A et Ferrum Mining est née officiellement. La société russe détiendra 70 % de la co-entreprise.

Les appels d'offre pour l'exploration de 44 blocs pétroliers dans le bassin de Morondava ont été suspendus par le nouveau pouvoir. Ils avaient été lancés en novembre 2018 et devaient courir jusqu'au 30 mai.

Le projet d'exploitation d'ilménite « Base Toliara » objet de vives controverses. Le CRAAD-OI et le Collectif Tany ont apporté leur soutien aux organisations de la société civile qui s'opposent au projet. Elles soulignent qu'il aura des impacts négatifs sur la santé, l'environnement et sur les moyens de subsistance des populations. Pour le ministre des mines et des ressources stratégiques, « *ce projet minier constitue une des priorités du pouvoir.* » Des notables et des maires des cinq communes d'intervention ont rencontré le ministre pour prendre la défense du 3e plus grand projet minier malgache, considéré par les spécialistes comme l'une des meilleures opportunités de développement de sables minéraux au monde. Il devrait créer plus de 3.800 emplois ; il contribuerait à hauteur de 226 millions de dollars par an au PIB de Madagascar et rapporter plus de 900 millions de dollars à l'Etat, à titre d'impôts directs et de redevances. Le président de l'association Mazoto, Théo Rakotovao, artiste et militant écologiste, virulent opposant au projet, a déposé sa candidature aux législatives sur Toliara.

Prévention des conflits dans le secteur extractif - Une table-ronde a été organisée par l'ambassade britannique et l'ONG « *Search for common ground* », en collaboration avec la Chambre des mines et la société civile. L'ONG se propose d'inciter les entreprises du secteur à prendre en considération les droits des communautés locales. Elle s'efforce de développer le dialogue communautaire dans huit régions.

30 tonnes de quartz issus d'un trafic ont été saisies par les forces de l'ordre et la police des mines à bord de deux camions à Ivato Centre. Des ressortissants chinois seraient les commanditaires. Le ministre des mines s'est rendu sur place et a annoncé que le produit de la vente du minerai sera consacré au renforcement de la lutte contre les trafics. Des habitants d'Ambatofinandrahana dénoncent la mauvaise gestion des ressources dont le secteur regorge.

« **Des ressortissants chinois, toutes filières confondues, dans le collimateur des forces de l'ordre** », titre *Tribune* qui rend responsable de cette situation « *le laxisme en matière de contrôle de l'entrée et de la sortie du territoire* » et « *l'ampleur qu'a prise ces dernières années la corruption ainsi que la politisation de tous les secteurs d'activités.* » Outre les trafics de ressources naturelles, ils sont accusés de se livrer au trafic de drogue et à la traite de personnes à travers le trafic des jeunes femmes malgaches en Chine.

Six bateaux chinois pêchant illégalement dans les eaux malgaches depuis l'expiration de leur licence ont été contraints de rejoindre le port de Toliara. Leurs équipements ont été saisis. La société dispose d'un mois pour se conformer au protocole d'accord signé en 2017. L'Institut halieutique de Toliara rappelle que les pêcheurs se plaignent depuis 2 ans des pratiques de cette société. Le cahier des charges de la société n'a pas été rendu public et son respect est difficilement vérifiable du fait que les bateaux ne rentrent jamais à quai. « *Le transbordement en mer peut être source de trafics de drogue, d'armes, d'autres produits de mer interdits de pêche, d'immigration clandestine* », dénonce un spécialiste.

Une conférence internationale sur la sécurisation des côtes, des territoires maritimes et la protection des ressources sous-marines se tiendra à Madagascar cette année, annonce le chef de l'État. Y prendront part le Kenya, Maurice, les Seychelles, la Tanzanie et le Mozambique. L'objectif serait de trouver un accord sur une mutualisation des forces pour lutter contre les pêches illégales dans la région et la piraterie maritime.

Le conseil des ministres a décidé des expropriations pour cause d'utilité publique pour la réalisation de quatre projets d'aménagement urbains annoncés dans le projet présidentiel. Ces projets entrent dans le cadre du « *Programme d'appui et de développement des villes d'équilibre* » Le Collectif Tany demande aux responsables d'informer pleinement les populations sur la nature des projets, les modalités de relogement et d'indemnisation.

Le ministre de l'aménagement a affirmé l'existence d'un réseau spécialisé dans la vente et l'achat illicites de terrains communaux dans la capitale. Sont pointés du doigt des employés de la commune d'Antananarivo, des fonctionnaires des domaines et de la justice. Dix personnes ont été mises en cause. Un ancien directeur et deux

employés des services fonciers ont été placés sous mandat de dépôt. Considérant que les commanditaires ne sont pas inquiétés, les syndicalistes des domaines ont donné un ultimatum de 72 heures aux autorités pour obtenir leur libération.

Pour le CRAAD-OI et le Collectif Tany, la visite officielle d'Andry Rajoelina à Maurice ramène à la mémoire l'existence de projets d'investissements en instance entre Maurice et Madagascar. Le plus inquiétant d'entre eux est notamment le projet de création d'une ZES de 440 ha dans le Parc d'Ehoala à Tolagnaro, pour laquelle un mémorandum d'entente a été signé en 2016. Les ONG rappellent la nécessité d'une concertation avec les citoyens avant toute prise de décision importante sur les terres malgaches. Selon elles, « *les ZES priveront les Malgaches de l'accès à des milliers d'hectares de terres pour une période de longue durée, sinon indéterminée.* »

Andry Rajoelina a annoncé que la politique de reforestation de l'Etat a pour objectif de reboiser chaque année 40 000 ha. Six millions d'individus devraient être impliqués dans ces opérations, notamment tous les fonctionnaires, élèves et étudiants. **L'Etat mise sur l'éthanol pour combattre la déforestation** en incitant la population à s'équiper en réchauds à éthanol et à se détourner de l'utilisation du charbon de bois.

Vohibola, la dernière forêt primaire littorale entre Tolagnaro et Mananara Avaratra fait l'objet de pillages récurrents qui ont pris une ampleur telle qu'elle est condamnée à disparaître à brève échéance. Cette forêt protégée, sanctuaire exceptionnel, serait envahie par des trafiquants de bois précieux, des charbonniers et des braconniers, avec la complicité d'autorités locales. Une pétition en ligne a été lancée pour sauver cette réserve forestière.

La Banque mondiale octroie 150 millions de dollars pour améliorer l'accès à l'électricité. Objectif : doubler l'accès à l'électricité d'ici 2023 en faisant bénéficier d'un raccordement 1,7 million d'individus, 10 000 entreprises et 750 centres de santé. Un 2e financement de 90 millions de dollars consiste en **un don additionnel au projet de filets sociaux de sécurité** destiné à 750 000 ménages parmi les plus vulnérables. Le 3e financement est un don de 52 millions de dollars qui a pour objet de renforcer l'appui à la certification foncière et à la production de statistiques agricoles.

Le FMI a décidé un décaissement immédiat de 43,8 millions de dollars pour Madagascar. Dans le cadre de la 4e revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), portant le total décaissé à 263,8 millions.

La BAD apportera son appui au gouvernement pour la renégociation des contrats de fourniture d'électricité de la Jirama, la stratégie de redressement de la société d'Etat et le financement du projet de construction de la centrale solaire et hydroélectrique de Sahofika. La Banque allouera en outre 20 millions de dollars au programme d'entrepreneuriat pour les jeunes malgaches, pour des projets relatifs à l'agriculture et à l'élevage. Le projet Bas Mangoky, démarré avec le régime précédent, se poursuivra. D'autres aides sont prévues en faveur de l'« *économie bleue* » et du tourisme vert.

Le gouvernement chinois va octroyer une aide de 15 millions de dollars à la suite de la signature de l'Accord de coopération économique et technique durant le Forum sur la coopération sino-africaine, en septembre 2018. Neuf projets sont en cours de discussion. Cinq projets d'envergure (d'un coût total de 734 millions de dollars) financés par des prêts à taux bas sont également en cours de discussion, comme celui de la centrale hydroélectrique de Ranomafana, d'une valeur de 270 millions de dollars.

Le gouvernement japonais débloque un budget de 2,6 millions de dollars au profit du PAM, de l'Unfpa et de l'Unicef, afin de faire face à la situation humanitaire alarmante dans le Grand Sud.

Le ministère des affaires étrangères, avec l'appui de l'OIM, va lancer le projet « Jeunes volontaires de la diaspora ». La démarche vise à favoriser le retour aux sources et le raffermissement des liens entre les jeunes de la diaspora par des actions de développement au niveau local.

Téléperformance annonce un recrutement massif pour 2019. Grâce à l'arrivée de la fibre optique en 2014, le créneau des centres d'appels francophones est en plein essor. 5 000 Malgaches travaillent déjà dans ces centres de services externalisés. Leur effectif pourrait atteindre 50 000 d'ici à quelques années.

Dans un rapport de la Banque mondiale, Madagascar serait le pays le plus pauvre du monde. Le pays se situerait au dernier rang par rapport au taux de pauvreté de 1,90 dollar par jour. 77,6 % des Malgaches vivent en dessous de ce seuil.

Les mouvements de grève et des troubles ont affecté l'université d'Antananarivo et l'Ecole polytechnique de Vontovorona. Quatre étudiants de cet établissement ont été condamnés à 15 jours de prison avec sursis. A l'appel du SECES, les enseignants-chercheurs ont décidé de suspendre leurs activités à l'université d'Antananarivo.

Les universités chinoises refusent de délivrer les diplômes des étudiants malgaches en raison de dettes impayées par l'Etat. Des étudiants sont menacés d'expulsion et ne peuvent soutenir leur thèse. L'association des parents des étudiants boursiers interpelle Andry Rajoelina.

L'intersyndicale de la Jirama a entamé une grève générale pour exiger la réintégration de quatre délégués syndicaux licenciés pour « *divergences de points de vue avec la direction générale* ». Les syndicalistes réclament en outre la démission du DG. Il lui est aussi reproché de ne pas avoir révisé les contrats avec les fournisseurs. De 2016 à 2018, 359 agents, hauts responsables ou simples employés, ont été sanctionnés. En 2018, 40 agents ont été licenciés. Les dirigeants annoncent que dans le cadre du redressement de la société ils se montreront intransigeants.

Un projet de réglementation des revendications syndicales dans la fonction publique. « *L'Etat va durcir sa position* » à l'encontre des leaders tentés par une instrumentalisation politique des revendications sociales. Les usagers de services publics s'en félicitent, annonce *Newsmada*.

En plus des fêtes chrétiennes, deux fêtes musulmanes seront chômées et payées en 2019. La décision a été prise dans un souci d'inclusivité. La décision a été contestée par des milieux chrétiens qui considèrent que la minorité musulmane ne mérite pas de tels égards. Des employeurs protestent contre la multiplication des jours fériés.

Protection sociale : un financement de 443 millions de dollars à mobiliser. Suite à son adoption en 2014, le gouvernement compte mettre en œuvre, à partir de cette année, la Stratégie nationale de protection sociale qui devrait permettre à 15 % des ménages dans une situation d'extrême pauvreté d'avoir accès au système de protection sociale non contributif d'ici à 2023.